

Mise au point — Commentary

Rocher, Guy *et al.* — *Continuité et rupture.
Les sciences sociales au Québec*

Claude SAVARY*

Compte rendu de GUY ROCHER, et al. — Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, 672 p.

Denis Szabo fut l'instigateur du Colloque du Mont-Gabriel tenu en 1981 sous l'égide de la Société royale du Canada. Cet ouvrage nous livre les trente-six contributions préparées ou lues à cette occasion. Une « Introduction » de Guy Rocher, un « Epilogue » de Nicole Laurin-Frenette, trente-quatre interventions (les « chapitres » de l'ouvrage) qui apportent un témoignage ou portent sur une discipline ou sur une thématique déterminée.

Je me suis sérieusement demandé comment faire une recension utile de cette publication. Il y a tellement de disparité dans les sujets, les structures, les styles et les genres des articles, et parfois dans leur portée, que l'unité et le propos de l'ensemble ne peuvent qu'être virtuels. Même les quatre parties ne constituent pas des totalités cohérentes.

Ne pouvant me résigner à en faire un compte rendu purement descriptif ou à discuter de trente-six textes qui sont presque autant de sujets différents, et malgré que j'eusse aimé m'attarder à en commenter que j'ai beaucoup appréciés, j'ai pris le parti de les considérer comme un ensemble : on y est d'ailleurs invité par un titre qui nous suggère qu'il sera question d'histoire. Mais cela m'a conduit à faire souvent une lecture oblique et indirecte, à proposer des éléments d'une reconstruction du champ dont on veut nous parler. En d'autres mots, je ne dirai pas seulement ce que l'ouvrage nous apprend directement mais je l'utiliserai aussi pour formuler des questions et consigner des observations.

Les interventions de la première partie, portant sur « L'histoire par ceux qui l'ont faite » (huit chapitres) pourront être ajoutées aux « Itinéraires sociologiques » qu'avait publiés la revue *Recherches sociographiques* en 1974, dans un numéro sur la sociologie au Québec. Des témoins directs nous font part de leurs motivations et des premiers développements institutionnels, à Montréal et à Québec, de la psychologie et de la psychanalyse (N. Mailloux), de l'histoire (M. Brunet et J.-P. Wallot), des « sciences sociales » (G.-H. Lévesque et E. Bouvier), des relations industrielles (G. Dion), de la géographie (L.-E. Hamelin) et de la science économique (F.-A. Angers).

Mentionnons aussi des études qui apportent des informations abondantes, des bibliographies et des analyses qui constituent quelquefois des pas vers une histoire des sciences

* Université du Québec à Trois-Rivières

sociales. Je songe notamment à celles-ci : D. Szabo, « Révolution permanente ou éternel renouvellement : la criminologie en situation »; M.-A. Bertrand et A. Normandeau, « Les sciences humaines à l'assaut (ou au service?) des appareils de justice pénale au Québec »; J. Niosi, « Economie et sociologie : pour une approche interdisciplinaire »; M.-A. Tremblay et G. Gold, « L'anthropologie québécoise et l'étude du Québec : continuités et ruptures »; G. Rocher, « Le sociologue et le pouvoir ou comment se mêler des affaires des autres »; L. Maheu, « Les lieux du pouvoir entre la scène politique et les rapports sociaux : des interrogations en quête d'un cheminement intellectuel »; N. Laurin-Frenette, « La sociologie des classes et mésalliances conceptuelles : de la classe ethnique à la bourgeoisie de l'État québécois ». Et ces études valent également par leur logique interne, par leur facture.

Les textes dont je viens de parler appartiennent aux trois dernières « parties » de l'ensemble. Je me référerai à d'autres plus loin. D'autres enfin sont plutôt courts ou perdus dans ces parties dont les objectifs sont trop imprécis et trop larges : elles contiennent trop de choses différentes. En outre, dans ces parties, la distribution des études est déroutante. Par exemple, je ne vois pas pourquoi D. Latouche ne se trouverait pas dans la quatrième partie (les perspectives critiques) plutôt qu'en deuxième (les pratiques disciplinaires); quant à J. Routier (sur la psychosociologie) cela me semble convenir plus à la troisième (les pratiques sociales) qu'aux remises en question de la quatrième partie; et je ne vois pas pourquoi le texte de Louise Marcil-Lacoste sur la philosophie apparaît dans ces remises en question, etc.

Afin de fournir aux participants quelques références communes, les organisateurs avaient proposé de recenser des « continuités » et des « ruptures ». Mais cela ne donne qu'un premier découpage qui ne s'applique pas à l'ensemble du champ mais varie selon la discipline, le point de vue ou le thème. Chacun découvre une rupture particulière : pour François-Albert Angers, il s'agit d'attitudes différentes en regard de l'industrialisation (p. 125); pour Pierre Fortin, la rupture se rattache aux changements survenus dans les lieux de formation (p. 162); pour Richard Salisbury, il y a cinq ruptures qui répètent celles qui ont été vécues au plan international (pp. 246-47), etc... On trouve des ruptures partout et où on veut. De la continuité on ne parle presque jamais. Aussi bien conclure avec Latouche « que cette problématique de 'continuité et rupture' ne veut pas dire grand chose » (p. 189). L'idée de rupture présente pourtant de l'intérêt si plutôt que d'y voir un objet de ces travaux on se reporte sur la subjectivité des auteurs. Je veux suggérer qu'après l'espoir et l'euphorie des années soixante ce qui transparaît dans plusieurs de ces textes c'est un immense dépit. Il se manifeste de plusieurs manières : échec dans le retour au dogmatisme (G. Dion, p. 84), « scepticisme envers la politique » (V. Lemieux, p. 178), constat d'échec et « fiasco » relativement aux problématiques de recherche (N. Gagnon, pp. 226-27), grande déception devant ce qu'est devenue la recherche scientifique (Henripin, p. 365). L'étude de Denis Szabo se fait l'écho d'un malaise plus profond et plus imposant qui croît dans plusieurs sociétés : par des questions posées aux sciences sociales à propos de leurs applications, naît une perplexité concernant l'utilisation de ce qui a été patiemment construit pendant des années. Enfin, à un autre niveau, c'est le développement conjoint des sciences sociales et de la société qui est sur le banc des accusés. Vers la fin de l'ouvrage, dans les contributions de Léon Courville (« Les intellectuels et la nation ») et de Jean-Jacques Simard (« Le chemin de croix : nation et sciences sociales au Québec »), à peu près tout ce qu'on a associé à la « révolution tranquille » est allégrement dénoncé. Je ne comprends pas pourquoi Simard revient ici constamment à Esdras Minville pour caractériser notre nationalisme. Pourquoi (pp. 512-13) marquer le nationalisme en se référant à une description d'Isaiah Berlin qui l'assimile au fascisme? Par exemple, l'analyse d'un autre anglais, l'anthropologue et

épistémologue Ernest Gellner (*Nations and Nationalism*, Blackwell, 1983) conduit à de tout autres considérations. Le nationalisme n'est-il qu'une aberration et un cauchemar? Ne peut-il pas s'analyser comme un problème de l'Etat moderne (cf. Gellner et Eric Weil, *Philosophie politique*, Paris, Vrin, 1966)?

Cela m'amène à m'arrêter à un autre aspect de cette publication. Des anciens (cf. *Ethique à Nicomaque* I, 1) à nous, la perception des relations entre la politique — les « sciences politiques » d'aujourd'hui — et les sciences sociales demeure inchangée : « L'intention fondamentale des sciences sociales ne devient compréhensible qu'à partir de la politique et par référence à la catégorie philosophique de l'action raisonnable » (Weil, *Ouv. cit.*, p. 13). Or, ainsi que pourrait le dire André-J. Bélanger, nos sciences sociales, dans cet ouvrage, se montrent dans un désert politique. Le fait est que sur trente-quatre contributions, j'en dénombre quinze qui relèvent de la sociologie, sans en compter deux en anthropologie, cette sociologie des primitifs qui s'incorpore maintenant à la sociologie de nos sociétés, et deux en criminologie. Il ne s'en trouve que deux en science politique, celle de Vincent Lemieux, « Un cheminement en sciences politiques », et celle de Latouche, « Science politique et pouvoir : mais où est donc passé l'héritage? » Le premier, on le sait, s'intéresse aux partis politiques; quant au second, il note deux choses qui importent à mon propos : 1. la « science politique » serait ici inexistante : « ...je n'ai guère d'objet sur lequel disserter intelligemment » et « je ne crois pas à l'existence d'une science politique québécoise » (p. 190); 2. au Québec, la question du pouvoir serait l'affaire des sociologues : « Pour des raisons qui me dépassent, ce sont les sociologues qui se sont emparés de ce thème au Québec » (p. 213). Et ce sont effectivement deux sociologues, Guy Rocher et Louis Maheu, qui parleront du pouvoir (ch. XXIV et XXVIII). Et bien sûr, il est partout question du pouvoir. Mais dans la tradition que j'ai évoquée, politique et pouvoir renvoient au problème spécifique de l'Etat et de la Cité.

Allons plus loin. Au sens aristotélécien et chez Weil, la politique est indissociable de l'action et des buts de l'action, ceci étant conçu en relation avec un Etat qui « possède la possibilité du choix et de la décision, de la réflexion pratique et de l'action consciente » (Weil, *Ouv. cit.*, p. 131). C'est que le problème du pouvoir renvoie à celui de la valeur, de l'orientation de l'action. Là-dessus le sujet de Nicole Gagnon, « Les sociologues de Laval et les questions de culture : quelques jalons historiques » (chap. XIII), offrait d'intéressantes possibilités qui n'ont pas été exploitées en ce sens. C'est la contribution de Szabo qui est à cet égard la plus suggestive et qui introduit une réflexion sur l'éthique, les valeurs et les faits. Les interventions de Courville et de Simard concernent ce problème des fins de la société et de la science mais leurs discours relèvent plus de l'arène que de la communauté scientifique.

Il est habituel de penser que l'histoire entretient avec les sciences sociales une relation analogue à celle que j'ai affectée à la science politique. Pour certains, elle en serait le complément nécessaire. Sans se substituer aux sciences elle en constituerait une sorte de couronnement (v. G.-G. Granger, « L'explication dans les sciences sociales », in Piaget et al., *L'explication dans les sciences*, Paris, Flammarion, 1973). Où est donc ici l'histoire, celle que Jean-Charles Falardeau nommait *l'alma parens* de toutes les sciences de l'homme? Trois courtes contributions (Michel Brunet : 6 pages; Jean-Pierre Wallot : 6 pages; René Durocher : 7 pages) où se mêlent l'inventaire et un peu d'analyse. C'est bien peu. Il faudrait par ailleurs apprécier à quel point la carence qui affecterait ainsi nos sciences sociales n'est pas ce qui imprègne l'ensemble de ces travaux. J'avoue avoir été plutôt saisi d'un sentiment d'irréalité en les lisant. Or dans ce champ on conçoit que ce sont la science politique et

l'histoire qui nous ramènent au singulier, à l'individuel, aux événements et aux œuvres humaines. À l'époque du colloque, si ma mémoire est bonne, les journaux en avaient rapporté, comme une découverte, que nous avions une sociologie en l'absence de la société. Mais y a-t-il là vraiment de quoi s'étonner, si la sociologie est une science? Le problème ne réside-t-il pas dans une sociologie sans histoire?

Nos sciences sociales, dans la présentation qu'on nous en donne ici, ne parviennent donc pas à nous assurer d'une inhérence historique, ni à se convertir en culture, ni à une vision d'ensemble de la société, ni au pouvoir de se représenter cet ensemble. Comment se fait-il qu'il en soit ainsi? C'est sans doute une question à poser à la science comme à nos utopies. Aussi à notre société dont ces sciences font partie. On trouvera peut-être le commencement d'une « tradition scientifique », Courville (p. 492) se plaint de ce fait que « la fonction d'intellectuel est devenue un hobby », ainsi que d'une destruction de la « fonction d'intellectuel » probablement « parce qu'il n'y a pas de tradition intellectuelle », P. Fortin (pp. 170-71) déplore l'absence d'intellectuels et « une certaine détérioration de la vie de l'esprit à l'université », ce que Raynaud (p. 391), le reprenant à B. Bonin, qualifie de « faiblesse en histoire des faits et de la pensée ». On pourrait discuter longuement de la congruence de ces propos et de leur vérité. Quoi qu'il en soit ils désignent des « structures » ou une configuration globale de la communauté scientifique; y retrouvant des références à l'histoire, à la tradition, à la constitution du savoir par un travail souverain de la pensée, je les ai rapportés, ces propos, à ce que j'ai décrit précédemment concernant la politique et l'histoire. Ils parlent d'une impuissance qui a paru gêner les travaux du colloque. Bien peu d'interrogations sur l'utilisation sociale de la science, ou sur une reconstitution architectonique de notre champ scientifique ou sur la science dans l'histoire et dans son histoire : « Pendant ces trois jours, écrit N. Laurin-Frenette dans l'«Épilogue», pratiquement aucune des questions radicales sur la nature, le sens et le résultat de l'entreprise cinquantenaire des sciences sociales au Québec, ne furent débattues à haute voix » (p. 621). Quoique cela ait été un des deux objectifs du colloque. On supposait en effet que « De ces témoignages, évaluations et critiques, allait se dégager une perception plus raffinée, plus subtile, plus pénétrante de l'interaction qui s'établissait entre les idées et les recherches en sciences humaines et l'évolution économique, sociale et politique de la société québécoise dont elles émanaient ou à laquelle elle s'adressait ». (G. Rocher, p. 8). Pour le faire on doit mettre en œuvre une conceptualité qui relève de l'épistémologie et de la pratique de l'histoire des idées. L'absence de cette conceptualité se fait ici cruellement sentir, particulièrement en ce qui a trait à l'ensemble de l'entreprise. Il faut aussi par delà les effets de surface aller vers les dimensions tacites de la culture, si l'on veut réellement saisir des « continuités » et des « ruptures » (v. par ex. l'article de Bourdieu et Passeron, « Sociology and Philosophy in France since 1945 : Death and Resurrection of Philosophy without Subject », in *Social Research*, 34, 1 (1967), pp. 162-212, notamment les indications de méthodologie, pp. 162-63; je note que ce que j'ai décelé dans ce qui précède à propos du « pouvoir », de la « conscience historique » et de la « pensée » dans notre société, je l'ai déjà rencontré dans un autre contexte : v.c. Savary, « D'un malaise dans la culture savante : Destin de la philosophie dans la culture québécoise », in *Questions de culture*, 1, 1981, pp. 113-29).

Dans l'introduction, il nous est dit : « À ceux qu'intéresse encore l'épistémologie des sciences sociales, cet ouvrage offrira ample matière à analyse et à réflexion ». C'est sans doute vrai pour quelques questions propres à des disciplines et à des thèmes. Mais pour l'ensemble il nécessite une reprise à un autre niveau, un travail de reconstruction dont j'ai tenté d'esquisser quelques traits.

Enfin, une réponse aux questions soulevées ici concernant l'état de notre pensée se trouve peut-être dans la même introduction (pp. 18-19) alors qu'est évoquée notre ignorance de l'histoire du XIX^e siècle, notamment de l'histoire des idées, la nôtre et celle de l'Occident.